

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	14	11

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 juillet 2016

L'an deux mil seize et le 18 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

N° de la séance : 10

Objet de la délibération: Direction du Développement Economique - Association « SKEMA Business School » - Octroi d'une subvention

<input checked="" type="checkbox"/> Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE

Monsieur LEONETTI,

Les objectifs statutaires de SKEMA Business School, établissement du Haut Enseignement Commercial privé sous statut d'association Loi 1901 sans but lucratif, sont centrés sur l'étudiant et comprennent de ce fait l'enseignement et la recherche en management ainsi que l'ouverture internationale. Ils intègrent aussi la participation au développement économique, social, scientifique et culturel des territoires dans lesquels SKEMA a ses racines, portant ainsi très haut les valeurs de responsabilité sociale et de développement durable qui sont les siennes.

SKEMA a pour ambition d'être « la business school » globale qui, par sa recherche et ses programmes d'enseignement, forme et éduque les talents dont ont besoin les entreprises du XXI^e siècle.

La contribution des startups innovantes à la croissance économique et à l'emploi est largement avérée, que ce soit aux niveaux national ou régional. S'il est compréhensible que les startups s'avérant inefficaces ou ne trouvant pas leur marché disparaissent dans les premières années d'existence, il est dommageable de constater que les entreprises à fort potentiel de croissance ont souvent du mal à se développer du fait d'un manque d'accès aux ressources nécessaires au décollage de leur activité (ressources financières et / ou compétences). L'objet des politiques d'aide à l'innovation en direction des startups est de favoriser cet accès.

N° Enregistrement : BC.2016.143

Date de la convocation : Le 11/07/2016
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 26 JUL. 2016
de la réception s/Préfecture en date du 26 JUL. 2016
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
 Stéphane PINTRE

De ce point de vue, l'utilité des pépinières d'entreprises est largement confirmée. Toutefois, la diversité des objectifs, des structures, et des modes de fonctionnement rendent difficiles la mise en place et le suivi des actions les plus adaptées au contexte des entreprises hébergées.

Le projet Dynamis a été initié en 2013 et rentre aujourd'hui dans sa phase opérationnelle. Il consiste à mettre en œuvre l'outil expérimental, développé lors de la première phase, de suivi des startups hébergées au sein de la pépinière de Business Pôle et aussi de permettre son utilisation par des experts susceptibles d'assurer le suivi annuel des entreprises.

L'objectif de ce suivi est double :

- Assurer le suivi des entreprises hébergées et évaluer l'évolution de leur performance ;
- Contribuer au processus d'amélioration continue et d'ajustement aux besoins évolutifs des entreprises hébergées.

Pour ce faire, le SKEMA Business School sollicite auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis une participation financière à hauteur de 20 000 € afin de mettre en œuvre ce projet.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir le SKEMA Business School dans la mise en œuvre opérationnelle du projet Dynamis et de lui octroyer une subvention de 20 000 €,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la CASA et le SKEMA Business School, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ; d'imputer la dépense sur le compte 6574 du budget de la mission Sophia Antipolis ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de soutenir le SKEMA Business School dans la mise en œuvre opérationnelle du projet Dynamis et de lui octroyer une subvention de 20 000 €,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la CASA et le SKEMA Business School, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 du budget de la mission Sophia Antipolis ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 juillet 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION SKEMA Business School

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 18 juillet 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association « SKEMA BUSINESS SCHOOL » régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'Enseignement Supérieur Privé et la Recherche, dont le siège social est situé 60 rue Dostoievski – 06902 SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Madame Alice GUILHON, agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Directrice Générale, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **SKEMA**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, SKEMA exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence à savoir le projet Dynamis.

La contribution des startups innovantes à la croissance économique et à l'emploi est largement avérée, que ce soit aux niveaux national ou régional. S'il est compréhensible que les startups s'avérant inefficaces ou ne trouvant pas leur marché disparaissent dans les premières années d'existence, il est dommageable de constater que les entreprises à fort potentiel de croissance ont souvent du mal à se développer du fait d'un manque d'accès aux ressources nécessaires au décollage de leur activité (ressources financières et / ou compétences). L'objet des politiques d'aide à l'innovation en direction des startups est de favoriser cet accès.

De ce point de vue, l'utilité des pépinières d'entreprises est largement confirmée. Toutefois, la diversité des objectifs, des structures, et des modes de fonctionnement rendent difficiles la mise en place et le suivi des actions les plus adaptées au contexte des entreprises hébergées.

Le projet Dynamis a été initié en 2013 et rentre aujourd'hui dans sa phase opérationnelle. Il consiste à mettre en œuvre l'outil expérimental, développé lors de la première phase, de suivi des startups hébergées au sein de la pépinière de Business Pôle et aussi de permettre son utilisation par des experts susceptibles d'assurer le suivi annuel des entreprises.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.

Par la présente convention, SKEMA s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2016 en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de suivi et de mise en œuvre du tableau de bord Dynamis pour les entreprises hébergées à Business Pôle.

L'objectif de ce projet consiste à assurer la mise en œuvre et à développer l'outil Dynamis de manière à assurer sa portabilité. Le travail initial a consisté à établir la méthodologie et à développer l'outil de suivi des startups permettant une meilleure détection de leurs besoins. Cette première étape peut être considérée comme un prototypage qui a permis de mettre en évidence la pertinence de l'outil et sa capacité à révéler les points forts de la pépinière et les points d'amélioration afin d'assurer un meilleur support aux entreprises hébergées, notamment en détectant leurs capacités de bénéficier des synergies potentielles au sein de la pépinière et, plus largement, dans l'ensemble du territoire.

L'étape suivante consiste à systématiser l'outil, c'est-à-dire à le développer de manière à permettre son utilisation par des experts formés sans l'intervention des concepteurs. Cela consiste d'une part à mettre à disposition un guide d'utilisation, et d'autre part proposer une formation destinée aux experts susceptibles d'assurer le suivi annuel des entreprises. Par ailleurs, une extension sera initiée afin de tenter d'automatiser l'évaluation du risque industriel des projets. En nous basant sur les données FICUS (INSEE) ainsi que DIANE (Bureau van Dijk) il s'agit d'évaluer le risque des entreprises en fonction des performances moyennes des startups ayant un positionnement sectoriel similaire.

Le projet doit permettre d'orienter l'action la pépinière en direction des entreprises. En évaluant systématiquement et annuellement la pertinence des services offerts aux entreprises en analysant la performance des entreprises hébergées pendant et après l'hébergement, l'outil doit permettre une meilleure efficacité des opérations effectuées. Dans ce sens, un suivi longitudinal permettra de faire un suivi des améliorations réalisées au cours du temps. Par ailleurs, l'outil, si la partie statistique est réalisée, doit permettre une comparaison de l'efficacité de son action avec celle d'autres pépinières françaises selon des critères de positionnement industriel des entreprises hébergées.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement SKEMA pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entrera en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire et se terminera à la fin de l'année 2017.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 49 345 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe 1 (comptes 60 à 68).

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action

ARTICLE 4 : ASSURANCE

SKEMA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la CASA est de 20 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la signature de la présente convention au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

SKEMA s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions.

➤ SKEMA invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par SKEMA.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

SKEMA s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des

comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, SKEMA remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2018.
- Si l'Association SKEMA est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ SKEMA devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association SKEMA et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

SKEMA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Durant toute la durée de la présente convention, un contrôle, éventuellement sur place, peut être réalisé par la C.A.S.A., en vue de vérifier l'usage des fonds et d'évaluer l'action financée.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
SKEMA Business School

Pour la
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

La Directrice
Alice GUILHON

Le Président
Jean LEONETTI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	Montant ¹	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	2900	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	500		
Achats matières et fournitures (bases de données)	2400	74- Subventions d'exploitation²	20000
Autres fournitures (bases de données et documentation)		Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		- PRE	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ³	20000
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	1000	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	6710	-	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	30500	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	8235	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées : SKEMA	29345
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	49345	TOTAL DES PRODUITS	49345
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁴			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	

1

Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2

L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

3 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

4 Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/07/2016
Numéro : BC.2016.143
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association " SKEMA Business School " - Octroi d'une subvention
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111821189
Référence envoi : IDF2016-07-26T10-57-15.00
Envoyé le : 26/07/2016
à (TU) : 08h57:37

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160718-AOI_6334-DE

Acte reçu

Date : 18/07/2016
Numéro interne : AOI_6334
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Association " SKEMA Business School " - Octroi d'une subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160718-AOI_6334-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160718-AOI_6334-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160718-AOI_6334-DE-1-1_3.pdf